

## **20260413 InfoMigrants**

<https://www.infomigrants.net/fr/post/70795/aides-administratives-repas-operations-de-nettoyage--dans-le-camp-de-mayotte-un-congolais-au-chevet-des-migrants-45>

[Grand angle](#)



Alain Tshipanga avec son ordinateur dans le camp de Tsoundzou, le 9 avril 2026. Crédit : InfoMigrants

## **Aides administratives, repas, opérations de nettoyage : dans le camp de Mayotte, un Congolais au chevet des migrants (4/5)**

Par [Charlotte Boitiaux](#) [Romain Philips](#)

*Si la quasi-totalité des réfugiés quittent Mayotte pour la métropole dès qu'ils le peuvent, Alain Tshipanga, un Congolais arrivé en 2023 sur l'archipel français, a fait le choix contraire. Installé sur l'île, l'homme de 41 ans passe son temps libre à aider les migrants qui vivent dans le camp de Tsoundzou. Aide administrative, opérations de nettoyage, distributions de repas, résolution de conflits... Il est sur tous les fronts. Portrait.*

*Romain Philips et Charlotte Boitiaux, envoyés spéciaux à Mayotte*

Lunettes de soleil, t-shirt Louis Vitton et baskets blanches et vertes aux pieds, Alain Tshipanga déambule dans les allées du [camp de Tsoundzou 2](#) comme s'il était chez lui. Dès son entrée dans le dédale de tentes, il s'arrête à toutes les portes. "How are you?" ["Comment allez-vous ?"], lâche-t-il en direction d'un groupe de Somaliens. Au détour d'une allée, il croise des habitants originaires, comme lui, de République démocratique du Congo (RDC). Après quelques "checks" amicaux, il est interrompu par un [Yéménite](#) qui l'interpelle d'un "Bonjour Boss !". Ici, Alain Tshipanga est un visage connu de tous.

Le Congolais de 41 ans est devenu une épaule sur laquelle peuvent se reposer les quelque 1 000 habitants du seul camp informel de Mayotte. Un différend entre deux habitants, un homme qui jette sauvagement ses déchets dans le renforcement d'une allée ? Alain Tshipanga intervient et tente au mieux de jouer le médiateur.



Dans le campement de Tsoundzou, à Mayotte, en avril 2026. Crédit : InfoMigrants

Mais son rôle ne s'arrête pas là. Toutes les semaines, il vient avec son association, le Club Okapi, apporter une aide humanitaire aux migrants qui vivent dans des conditions difficiles à Tsoundzou 2 (du nom de la localité sur laquelle il est établi). "On organise la préparation et la distribution de repas", explique-t-il. À Tsoundzou 2, les migrants se débrouillent seuls d'un point de vue alimentaire : peu d'ONG se déplacent et aucune ne livre de repas. Alain Tshipanga et son Club pallient un vide associatif criant. "C'est la débrouille, les petits boulots pour payer de la nourriture", ajoute-t-il.

## "Pourquoi ne pas faire plus ?"

Au-delà des repas, Alain Tshipanga a lancé des opérations de nettoyage avec des distributions de bons alimentaires à la clé : de 30 à 60 euros utilisables dans les supermarchés de l'île. Le camp est si grand que ces activités sont indispensables. "Samedi dernier, le nettoyage n'a pas été fait à cause de [l'attaque](#) qui a eu lieu la veille contre le campement." Résultat : des montagnes de déchets se sont accumulées, dégagant une odeur insupportable sous les 30 degrés quotidiens.

*A lire aussi*

["Mayotte, je n'en avais jamais entendu parler" : l'exil vers l'inconnu des Congolais fuyant le continent africain à tout prix \(1/5\)](#)

Infatigable, Alain Tshipanga a continué à charger le planning. "Un jour on s'est dit : 'Pourquoi ne pas faire encore plus ? On pourrait aider avec l'administratif'". Ordinateur sous le bras, il arpente désormais le camp tous les samedis pour aider les étrangers dans leur quête de régularisation. "On sait que l'administration française, pour un étranger, peut être un vrai défi", ajoute le quadragénaire.

C'est peu dire : de nombreux réfugiés de l'île sont bloqués par la plateforme de l'ANEF (administration numérique pour les étrangers en France) - incontournable dans le parcours administratif des étrangers. À Mayotte, beaucoup de personnes ayant obtenu une protection se retrouvent bloquées au moment de demander leur titre de séjour à la préfecture. "Alors qu'ils sont reconnus protégés par l'Ofpra, l'ANEF, elle, ne reconnaît pas leur statut. Ça crée des blocages donc on essaye d'être intermédiaire entre les demandeurs et la préfecture", détaille Alain Tshipanga.



Remy, au premier plan, est réfugié statutaire, mais il attend depuis 8 mois son titre de séjour à Mayotte. Crédit : InfoMigrants

Et puis il y a ceux qui ne savent pas lire les instructions de l'administration, car tout est écrit en français. "Prenez les Yéménites, c'est un calvaire pour eux, ils ne parlent et écrivent que l'arabe ou l'anglais. Quand je viens, je dirai que j'aide vraiment les cas les plus problématiques".

## **"J'ai confié la vie de ma famille à un passeur"**

S'il comprend aussi bien leur situation, c'est qu'Alain Tshipanga est passé par là aussi. Activiste des droits de l'Homme en RDC, il a quitté son pays en 2017 pour fuir des menaces de mort dues à son travail. Il se réfugie d'abord dans un pays voisin, au Burundi, où il obtient le statut de réfugié.

Mais au bout de trois ans, il est rattrapé par son passé d'activiste et se fait kidnapper et torturer. Il doit fuir de nouveau. Grâce à l'African Human Rights Network, une ONG néerlandaise de protection des défenseurs des droits de l'Homme en Afrique, il obtient un visa de trois mois et part avec sa femme et ses six enfants en Tanzanie.

Un répit de courte durée puisque la [Tanzanie](#) refuse de lui renouveler son visa. L'African Human Rights Network lui recommande alors de s'installer au Kenya. "Mais je ne suis pas un colis qu'on balade d'un pays à un autre", raconte-t-il. Donc lorsque qu'un homme lui parle d'une île "où il pourra obtenir la protection", il embarque toute sa famille dans une pirogue sans même savoir où aller et prend la direction de l'île française de Mayotte.



Dans le camp de Tsoundzou 2, en avril 2026. Crédit : InfoMigrants

"Oui, j'ai confié la vie de ma famille à un passeur, comme tout le monde dans ce camp. Tous ceux qui ont une vie normale peuvent trouver que nous sommes des fous, mais c'est une histoire entre la vie et la mort. On a tellement peur de devoir rentrer chez nous qu'on préfère essayer [la traversée] et mourir", témoigne-t-il.

Car le trajet, près de 1 000 km en haute mer, est plein de danger. Alain Tshipanga évoque trois jours "tragiques" passés en mer, d'abord dans une pirogue puis ensuite dans un kwassa. "Quand tu changes de bateau, il commence presque à chavirer car tout va très vite. L'eau rentre et il faut la faire sortir. C'est à ce moment que j'ai regardé mes enfants et j'ai pleuré", raconte-t-il.

*A lire aussi*

["Presque chaque jour, l'eau recouvre le sol de ma tente" : à Mayotte, des migrants coincés dans un camp entre mangrove et océan \(2/5\)](#)

Pour alléger le poids dans la frêle embarcation, "il faut tout jeter". "On a tous enlevé nos vêtements car ils pesaient très lourd étant trempés". "On a tout jeté sauf un petit Coran", ajoute-t-il en riant.

## "Les migrants sont autant des problèmes que des solutions"

Une fois arrivé à Mayotte, en octobre 2023, c'est une île sous tension que découvre l'homme. "Il n'y avait pas de camp comme aujourd'hui". À cette époque, les migrants d'Afrique continentale vivaient illégalement sur le stade de Cavani, [victimes régulières d'agressions](#) et de pressions des collectifs de citoyens de l'île, hostiles à leur présence.

*A lire aussi*

[Titres de séjour expirés, délais à rallonge, bugs informatiques... Les étrangers saisissent de plus en plus la justice française](#)

"Il n'y avait pas d'ordre, pas d'harmonie. Personne pour nous soutenir", se souvient-il. Hormis, un. Daniel Gros, référent de la Ligue des droits de l'Homme, épaulait les habitants du camp. Il se rappelle d'ailleurs d'Alain Tshipanga, alors nouvel arrivant sur l'île. "Je l'ai aidé dans son recours devant la CNDA pour sa demande d'asile. Un homme plein de ressources", se remémore-t-il.



Dans le campement de Tsoundzou, à Mayotte, en avril 2026. Crédit : InfoMigrants

"Fort de caractère", comme il se définit lui-même. Il se réunit avec d'autres Congolais du camp. Tous ensemble, ils reprennent les vestiges de "l'association congolaise de Mayotte", abandonnée par ses fondateurs qui ont rejoint la métropole après avoir obtenu leur titre de voyage. Dans ce nouveau combat, il avance sans sa famille qui craint d'être stigmatisée à cause de ses origines. Sa femme et ses enfants rejoignent la métropole.

Son association, rebaptisée Club Okapi, "pour éviter que les gens nous associent uniquement aux migrants congolais", veut démontrer que "les migrants sont autant de problèmes que de solutions".

Alain Tshipanga veut "montrer aux Mahorais que les migrants peuvent aussi participer au développement de l'île". "Avec le Club Okapi, on essaye de donner plus d'amour que nous n'en avons reçu quand nous sommes arrivés", clame-t-il assis sur un lit dans le "quartier" des Yéménites.

Et de conclure en envoyant un message d'amour à son île d'adoption. "J'ai trouvé ma place ici. Tout le monde voit la métropole comme un eldorado mais ce n'est pas non plus si facile là-bas. À Mayotte, il y a des choses à faire, des opportunités de se former... Je suis devenu ami avec de nombreux Mahorais".